



## COMMUNIQUE OFFICIEL DU G20 DES JEUNES ENTREPRENEURS 2013 à MOSCOU

**L'Alliance G20 des jeunes entrepreneurs** (YEA, Young Entrepreneur Alliance) est le réseau global de jeunes entrepreneurs et des organisations qui les soutiennent dans chaque pays. Dans le cadre du Sommet du G20 qui se tient le 5 et 6 septembre 2013 à St Petersburg, en Russie, plus de 400 jeunes entrepreneurs venus des pays du G20 se sont réunis à Moscou du 15 au 17 juin 2013.

L'édition 2013 du Sommet du G20 YEA fait suite aux sommets qui se sont déroulés successivement en Italie (G8), au Canada, en Corée, en France et au Mexique et repose sur des débats et échanges entre jeunes entrepreneurs. Nous sommes convaincus que le développement de l'entrepreneuriat des jeunes est le principal facteur dans la formation et le développement du capital humain, la clé des économies innovantes du 21e siècle et le facteur déterminant d'une croissance forte, durable et équilibrée.

Dans cette période de crise économique, de changements structurels et de hausse du chômage, nous, les jeunes entrepreneurs présents au Sommet du G20 YEA 2013, paraphasons les paroles de Caton l'Ancien, que la crise doit être surmontée et que le rôle de l'entrepreneuriat doit être renforcé (*« Crisis delenda est, Entrepreneurship est memorandum »*)!

Nous sommes confrontés aux défis liés à l'émergence de nouvelles technologies alors que la production de masse reste le fondement de l'économie mondiale. Mais, aujourd'hui, le développement technologique permet la segmentation de la production de biens et services, le ciblage de consommateurs spécifiques et la possibilité de se rapprocher des clients sans passer par des strates intermédiaires.

Pour profiter pleinement des avantages et des changements apportés par les nouvelles technologies, les pays doivent repenser leurs modes de fonctionnement et notamment les cadres juridiques et institutionnels dans lesquels ils évoluent et adapter l'organisation de leurs activités économiques. Les économies doivent se moderniser en revoyant leurs structures, soutenir l'innovation, créer des emplois inspirés des nouvelles technologies et stimuler la demande intérieure, ce qui est un facteur de plus en plus important pour les décisions d'investissement.

L'appareil gouvernemental et les monopoles en place, du fait de leur éloignement du marché, ne remarquent pas l'individualisation des besoins. C'est l'économie de marché basée sur la libre entreprise qui permet de répondre aux besoins de chaque individu. Les entrepreneurs sont très différents mais ont toujours pour but la recherche de solutions efficaces. L'entrepreneuriat des jeunes incarne la mobilité de la pensée et l'absence de stéréotypes – caractéristiques qui jouent un rôle majeur dans le développement des économies.

Les pays du G20 sont très différents de par leur environnement technologique, leur cadre institutionnel, les conditions géographiques, les niveaux de consommation ainsi que par leur système monétaire et de financement. Ces différences encouragent les entrepreneurs, stimulent la coopération entre pays, le développement économique et la création d'emplois.

L'une des principales préoccupations économiques des pays développés est le chômage structurel, en particulier chez les jeunes. L'entrepreneuriat est une réponse et un des moyens pour ceux qui sont actuellement sans emploi ou peu employés et qui ont des compétences dans l'économie de l'innovation. La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes est un facteur important dans la réduction des risques économiques et sociaux.

Il y a suffisamment de preuves pour dire que toute politique sérieuse pour relancer la croissance et la création d'emplois devrait avoir l'esprit d'entreprise comme base, en mettant fortement l'accent sur la jeunesse. Les petites et moyennes entreprises sont l'épine dorsale de la plupart des économies mondiales. En 2011, la Banque Mondiale a révélé que sur un échantillon de 99 pays émergents, près de 90% des emplois sont générés par les PME. Elles représentent 52% du PIB et 64% de l'emploi et, plus important encore, sont à l'origine de la croissance nette d'emplois notamment pour les jeunes.

Nos recommandations visent à répondre spécifiquement aux défis les plus aigus auxquels l'économie mondiale est confrontée aujourd'hui. La légitimité de nos recommandations est basée sur la crédibilité et les échanges avec des centaines de jeunes entrepreneurs de tous les pays du G20 qui se sont réunis à Moscou en Juin pour le Sommet du G20 YEA. Avec eux, nous avons identifié un certain nombre de mesures qui nécessitent une action coordonnée de la part des dirigeants du G20.

## **1. Accès aux services et infrastructures numériques**

Pour les entreprises en développement, l'accès aux infrastructures numériques des services gouvernementaux et aux réseaux de paiement sont une plate-forme vitale pour innover, se développer sur son marché intérieur et à l'étranger.

### **RECOMMANDATIONS:**

- Assurer l'accès à des structures Internet à haut débit fiables à un coût raisonnable pour le démarrage et la croissance des entreprises, notamment en dehors des grandes métropoles
- Permettre aux entreprises l'accès aux services des administrations au travers des nouvelles technologies en réduisant les coûts en temps et en personnel
- Développer une infrastructure numérique permettant aux entreprises d'avoir accès à toutes les informations concernant les entreprises (réglementation, fiscalité, statistiques publiques, etc.)
- Assurer la neutralité Internet en supervisant les entreprises qui surveillent et contrôlent le flux des contenus en ligne
- Aider au développement de réseaux de paiement électronique globaux.

## **2. Enseignement des connaissances, des réseaux et des compétences en innovation**

Le capital humain est le principal facteur de développement durable dans l'économie post-industrielle qui dépend de plus en plus de l'innovation continue pour la croissance et la prospérité. La connaissance joue un rôle clé dans la compétitivité internationale.

Le développement de l'entrepreneuriat dans le domaine de l'innovation crée un besoin croissant de compétences ayant un niveau d'études supérieur moderne. La qualité de l'enseignement détermine la rapidité du développement de l'entrepreneuriat et les deux doivent se développer ensemble.

### **RECOMMANDATIONS:**

- Revoir les priorités de l'enseignement pour permettre aux jeunes l'accès à des connaissances et des compétences essentielles à la compréhension des nouvelles réalités technologiques et commerciales du 21e siècle

- Faciliter la promotion de la culture entrepreneuriale à travers toutes les strates du système scolaire, en mettant l'accent sur les valeurs de l'éthique et de la morale des affaires
- Développer des programmes standardisés liés à la croissance et au développement d'entreprises incluant la formation généralisée à l'entrepreneuriat de base, le renforcement des compétences de gestion des risques et l'utilisation d'Internet pour fournir des sources d'information de qualité supérieure
- Soutenir la création d'activités spécialisées ainsi que des réseaux sociaux (locaux et internationaux), des pôles de compétences de pointe dans les universités, en permettant aux étudiants au sein d'incubateurs l'utilisation d'outils facilitant le passage de la théorie à la pratique, la possibilité d'espaces partagés de travail, des coûts réduits de recherche à l'information la recherche de partenaires et de fournisseurs, le recrutement, la comptabilité et d'autres moyens nécessaires pour répondre aux demandes des start-up
- Promouvoir une plus grande coopération entre les entreprises et les écoles pour mieux relier les parcours éducatifs aux besoins du marché du travail et pour soutenir et guider les étudiants dans leur choix de carrière et recherche d'emploi
- Stimuler la mise en place de systèmes d'apprentissage en milieu professionnel (stages, apprentissage, formations professionnelles, etc.)
- Développer, simplifier et coordonner les programmes de financement gouvernementaux visant la R&D dans les technologies de la croissance verte.

### **3. Environnement de la législation des affaires et du travail**

Il y a une forte demande de simplification des lois du travail à l'emploi, actuellement considérées comme complexes, rigides et un fardeau pour les moyens des PME à la fois en termes de ressources administratives et de mise en conformité tout en étant un risque élevé sur l'embauche et le licenciement des employés.

Tout changement institutionnel devrait s'inscrire dans un cadre à long terme pour le développement des PME et conduirait à des effets cumulatifs positifs sur l'économie mondiale dans son ensemble.

#### **RECOMMANDATIONS:**

- Revoir le poids des charges sociales sur le travail (y compris les salaires et les coûts de main-d'œuvre non salariaux de la part de l'employeur ainsi que les charges sur le revenu de l'employé) dans deux domaines prioritaires
  1. Innovation (mise en œuvre des programmes scientifiques et techniques, amélioration des moyens techniques de production et développement de nouveaux équipements et technologies high-tech)
  2. L'Entrepreneuriat social (par exemple, l'aide sociale, l'ouverture d'écoles ou le lancement de programmes d'assimilation des immigrants).
- Harmoniser les lois du travail afin de trouver le juste équilibre entre les besoins des travailleurs et des employeurs en introduisant des régimes de travail simplifiés pour les start-ups dans les trois premières années de leur existence. Etablir des règles simplifiées pour l'embauche et le licenciement et instaurer des procédures simples pour la résolution des litiges et contentieux
- Promouvoir la législation commerciale qui atténue la stigmatisation de l'échec et la nature punitive de la faillite.

### **4. Améliorer l'accès au financement tant pour les start-ups que pour les entreprises de croissance**

Faire que le marché du crédit fonctionne pour les start-ups, ainsi que pour les PME, est une demande de longue date et pourtant celle-ci ne voit toujours pas le jour. Soutenir le développement à long terme des entreprises participe à l'objectif de créer des emplois de qualité.

L'accès au financement est une condition préalable importante à la croissance de l'entreprise, qu'il s'agisse de nouveaux arrivants sur le marché ou ceux qui cherchent un financement pour un nouveau type de produit ou de service.

#### RECOMMANDATIONS:

- Faciliter le développement d'une gamme complète de produits et services financiers adaptés pour les start-ups / petites entreprises, comprenant le développement d'une méthodologie pour les banques et organisations finançant les PME, et visant à atteindre un équilibre entre « risque » et « confiance »
- S'assurer que le financement est accessible -à des conditions favorables- à partir de fonds de développement, de banques locales ainsi que des administrations au niveau national et local pour des investissements à risque plus élevé
- Réduire les exigences des banques concernant le montant en matière de fonds de réserve lors de prêts aux PME, et instaurer l'utilisation des fonds de réserves obligatoires pour le soutien de de leurs propres liquidités
- Obliger les banques internationales et régionales de développement à créer des programmes adaptés pour soutenir la coopération inter-pays entre les entreprises de croissance et des sociétés dans le développement de nouveaux produits et technologies
- Élaborer des règlements pour tenir compte du développement de nouvelles formes innovantes de financement, y compris des plates-formes transfrontalières en ligne et des réseaux d'investisseurs et d'entrepreneurs.

Pour faciliter le développement et la mise en œuvre des recommandations ci-dessus, nous demandons aux gouvernements du G20 la création d'un groupe de travail regroupant tous les acteurs concernés qui présentera un plan d'action lors de la prochaine réunion du G20 en Australie en 2014.

Signé le 17 juin 2013